

MONTREAL – À l'approche du dépôt du budget et dans un contexte où des élections provinciales semblent être sur le point d'être déclenchées, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) est d'avis qu'il est grand temps de cesser de croire aux «solutions magiques».

L'organisation invite tous les partis à formuler «des engagements concrets» pour composer avec des questions «critiques» comme le vieillissement de la population, la détérioration des infrastructures et l'accroissement de la dette publique.

Pour le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval, il faut «instaurer un cran d'arrêt sur toute nouvelle dépense publique» si elle ne correspond pas à «une réduction équivalente dans des programmes existants».

M. Dorval utilise une métaphore pour illustrer comment le Québec se comporte par rapport aux autres provinces canadiennes.

Il explique que «c'est comme si nous restions dans une rue où il y a dix familles et nous avons une des maisons les plus chères parce que nous avons des besoins plus dispendieux que les autres mais nous n'avons pas assez de revenus pour payer notre hypothèque».

Il ajoute que, dans de pareilles circonstances, les dirigeants québécois doivent emprunter un passage obligé.

Il est nécessaire pour eux d'effectuer une révision des dépenses étatiques «pour réduire la générosité de nos programmes» sociaux.

Par exemple, Yves-Thomas Dorval précise qu'il y a 10 ans, les familles qui confiaient leurs bambins à un centre de la petite enfance essayaient environ 20 pour cent des coûts associés à ce service. Il poursuit en disant que, de nos jours, leurs contributions ne permettent plus que de couvrir 12 pour cent des frais.

Vu ce changement, le président du CPQ est convaincu qu'il y aurait lieu non pas de mettre la hache dans le programme de garderies mais bien de le revoir en fonction des capacités de l'État à payer.

Il juge également qu'il y aurait lieu de se pencher sur le régime d'assurance parentale. Il propose qu'on pourrait reconsidérer «certains bénéfices, le maximum assurable ou la durée des congés parentaux».

«L'idée c'est de regarder ce qui se fait dans les autres provinces, ne pas abolir nos programmes mais ramener leurs coûts à la moyenne canadienne parce que nos revenus sont inférieurs à la moyenne nationale», lance-t-il.

Yves-Thomas Dorval pense aussi qu'il est devenu primordial de se pencher sur les structures administratives du secteur public.

Il cible entre autres le domaine de l'éducation en déclarant sans détour que «le Québec n'a pas besoin de 65 commissions scolaires -72 si on inclut les anglophones- pour huit millions d'habitants».

Il ne prône pas, pour autant, leur abolition pure et simple.

À la place, il propose que la province fasse un choix pour «éviter les dédoublements». À ses yeux, un seul et même coin de la province ne devrait pas «avoir de bureaux régionaux du ministère de l'Éducation s'il a des commissions scolaires et vice versa».

Par ailleurs, le président du CPQ est persuadé que le Québec doit se donner les moyens d'accroître sa richesse sans revoir à la hausse la fiscalité actuelle.

D'après lui, la solution passe entre autres par le secteur des ressources naturelles.

Le Conseil du patronat du Québec précise ses attentes en prévision du budget

Écrit par L'actualité

Dimanche, 16 Février 2014 19:15 -

Yves-Thomas Dorval voit, d'ailleurs, d'un bon oeil la récente décision du gouvernement Marois d'ouvrir la porte à l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti.

Il soutient que «c'est un pas dans la bonne direction mais que ce n'est qu'une goutte dans l'océan» puisque, d'après lui, il y a «un potentiel incroyable en matière de ressources naturelles» qui ne demande qu'à être exploité.

Il faisait ici référence notamment aux ressources gazières et minérales.

Cet article [Le Conseil du patronat du Québec précise ses attentes en prévision du budget](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Le Conseil du patronat du Québec précise ses attentes en prévision du budget](#)